ASSEMBLÉE NATIONALE

11 janvier 2013

CRÉATION DU CONTRAT DE GÉNÉRATION - (N° 570)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 140

présenté par

M. Richard, M. Vercamer, M. Borloo, M. Benoit, M. de Courson, M. Salles, M. Fritch, M. Tahuaïtu, M. Tuaïva, M. Gomes, Mme Sonia Lagarde, M. Zumkeller, M. Maurice Leroy, M. Hillmeyer, M. Favennec, M. Jean-Christophe Lagarde, M. Folliot, M. Jégo, M. Philippe Vigier, M. Reynier, M. Sauvadet, M. Demilly, M. Pancher, M. Bourdouleix et M. Rochebloine

ARTICLE PREMIER

Compléter l'alinéa 25 par la phrase suivante :

« L'accord collectif distingue les référents directement chargés des jeunes, des seniors qui n'assurent pas concrètement le transfert des connaissances et des compétences. Il est précisé le rôle spécifique et les missions du référent, distincts de ceux de l'accompagnant, chargé de l'accueil du jeune et de la découverte de l'entreprise. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Quelles que soient les modalités retenues par les entreprises, l'expérience confirme que le senior est rarement le salarié en charge de la transmission des compétences aux jeunes salariés.

Le renouvellement générationnel ne se fera donc pas poste à poste.

En revanche, l'accueil dans l'entreprise et l'adaptation au poste peuvent être confiés au senior.

Le présent amendement vise donc à distinguer clairement le rôle de l'accueillant de celui du référent pour assurer aux jeunes les meilleures conditions d'intégration dans l'entreprise et dans le monde du travail.